



# COMPTE RENDU DES ATELIERS TENUS AU NIVEAU NATIONAL SUR LA COOPERATION INTER- ADMINISTRATIONS

**Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest**

**Réunion 6**

Lomé, Togo

5-7 juin 2018



  
**West Africa Task Force**  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

**Working together to stop illegal fishing**  
**Ensemble pour la lutte contre la pêche illégale**



## **PARTIE 1: APERÇU DES RÉSULTATS DES ATELIERS**

Résumé des discussions tenues et des étapes franchies dans chaque pays



West Africa Task Force  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

# ATELIERS INTER-ADMINISTRATIONS ORGANISÉS

19-20 avr. 2018  
(visite technique)

17-19 avr. 2018  
(GTN)

20-21 fév. 2018  
(SGI)

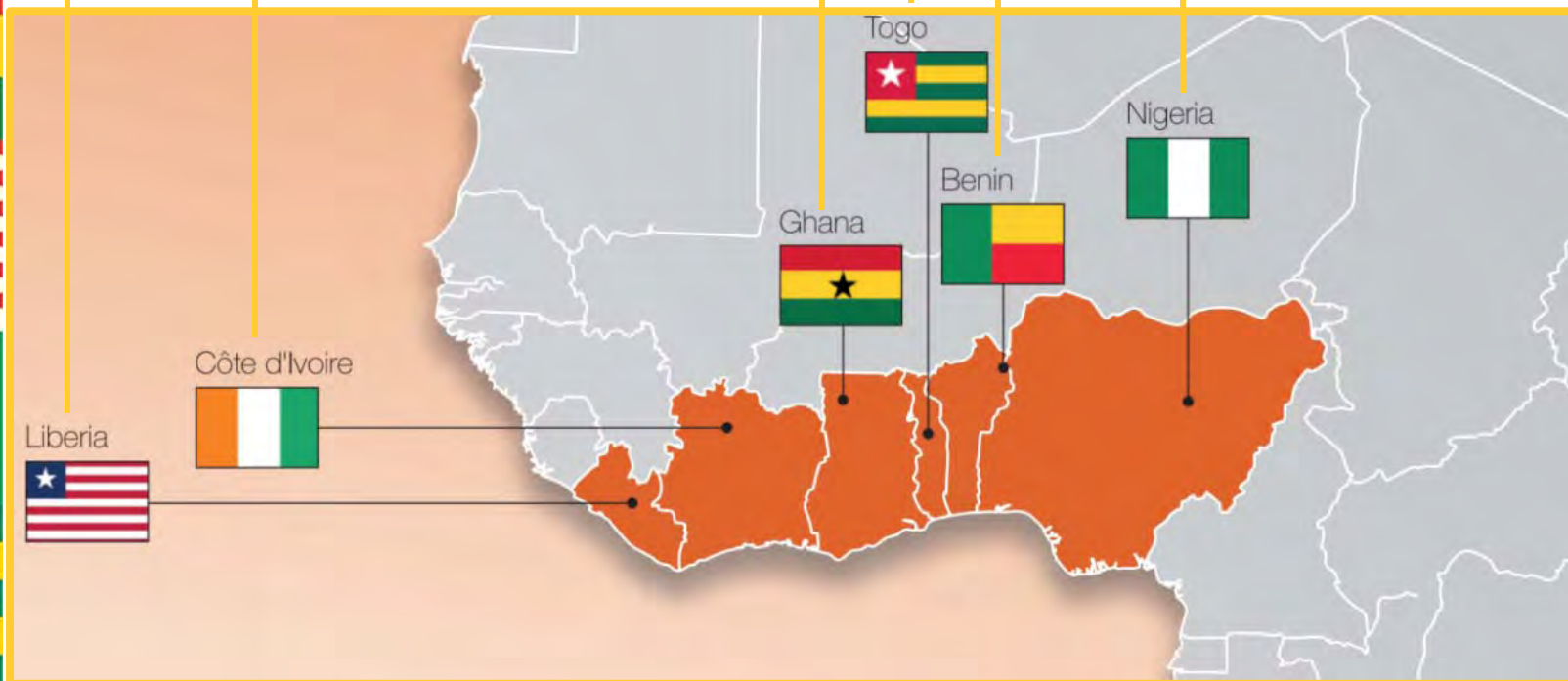
18-23 mar. 2018  
(OBANGAME)

14-16 mai 2018  
(GTN)

17-18 mai 2018  
(GTN)

9-10 mai 2018  
(GTN)

11 mai 2018  
(Nigerian Navy)







West Africa Task Force  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

# RÉSULTATS DES ATELIERS

Groupe de Travail National de Côte d'Ivoire



17-19 avril 2018



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National de Côte d'Ivoire

### Thèmes et enjeux clés discutés

- Statut du processus de formalization (décret)
- Centralisation des activités de pêche et connexes au sein du "Terminal à Pêche" du Port Autonome (et enjeux liés aux autorisations de personnel, aux inspections multiples, etc.)
- Accord entre la Direction des Pêches et la Marine (leçons apprises, processus de planification, mécanisme de financement, besoin de soutien aérien, etc.)
- Défis posés à l'observation des transbordement au port
- Contrôles de l'Etat du Port (et le processus de l'AMREP)
- Infractions courantes (diminution majeure du nombre de detections de pêche illégale dans les zones d'exclusion côtières)
- Navires faisant escale sans notice préalable
- Barrières administratives (ex. Impossibilité pour les agents des Douanes d'embarquer à bord de tout navire, incapacité du personnel du Port de partager certains types d'information, etc.)
- Défis posés par les inspections au port (nombreuses administrations impliquées vs. impératif d'efficacité)
- Prises accessoires (difficile distinction entre captures accidentelles et ciblées)
- Zone de soutage en mer
- Suspensions de double pavillon
- Partage des listes de licences avec la Marine
- Coopération ad-hoc en cours avec les Affaires Maritimes (DGAMP) et avec l'autorité portuaire (Port Autonome)



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National de Côte d'Ivoire

### Considérations opérationnelles clés

- Créer une plateforme de communication au niveau national
- Mettre sur pied un groupe de travail pour plancher sur la question de l'efficacité des inspections au port
- Rendre l'AIS obligatoire pour tous les navires de pêche opérant dans les eaux de Côte d'Ivoire et faciliter l'échange des données AIS (et des informations de licence) entre agences

### Considérations institutionnelles clés

- Formaliser le GTN à travers la finalisation et l'adoption d'un décret
- Renforcer les mécanismes de coopération existants à travers la révision actuelle des accords bilatéraux
- Finalisation du Protocole d'entente multilatéral
- Renforcement des capacités des administrations membres et amélioration de leur compréhension des problématiques liées à la pêche
- Rechercher un soutien financier de la part de partenaires, y compris à travers le CFCO, pour le fonctionnement du GTN





West Africa Task Force  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Nigéria



9-11 mai 2018



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Nigéria

### Thèmes et enjeux clés discutés

- Nouvelle loi en preparation: augmentation des amendes
- Activités non développées pour raisons budgétaires (reportées dans le budget de 2018)
- Besoin de surveillance accrue dans certaines zones en cooperation avec la Marine (zones d'exclusion côtières, point d'entrée dans les eaux intérieures, etc.)
- Cas précédents (ex. STAR SHRIMPER XXV, etc.)
- Défis posés au suivi des navires de pêche opérant hors du pays (ex. THYWORD)
- Problèmes actuels poses par la flotte crevettière (incursions de nuit dans les zones interdites, infractions en matière d'engins de pêche, etc.)
- Coût du système VMS proposé
- Crimes autres que les infractions de pêche détectés dans le secteur (mauvais traitement, morts suspectes ou membres d'équipage portés disparus, etc.)
- Mécanisme de cooperation inter-administrations pré-existant (dans les années 90)
- Poisson importé au Nigéria par route depuis le Bénin
- Approvisionnement des chalutiers en engins de pêche interdits par la pêche artisanale
- Application de l'obligation de l'AIS (problème des navires non conformes)
- Processus de renouvellement de licences
- Situation de type mafieuse dans certaines regions côtières (piraterie, milices, etc.)





# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Nigéria

### Considérations opérationnelles clés

- Récolte de renseignements de terrain (communautés de pêche, administrations locales, etc.)
- Utilisation de l'AIS et des connaissances sur les opérations de pêche pour informer le processus de planification des patrouilles
- Consultation avec d'autres administrations pour mener des vérifications diligentes
- Inclusion d'autres activités illégales dans la portée du GTN (soutage illégal, approvisionnement des chalutiers en engins illégaux, etc.) et rapportage aux administrations concernées
- Evaluation des risques pour des inspections plus ciblées (priorisation des navires à risque pour une plus grande efficacité)
- Formation continue dispensée aux autres agences (en particulier la Marine) par le Département des pêches sur les enjeux liés à la pêche et les réglementations en vigueur
- Inclusion du soutien aérien dans le mécanisme IA (en particulier pour surveiller les zones sensibles, ou les zones de pêche de nuit)



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Nigéria

### Considérations opérationnelles clés (suite)

- Evaluation plus systématique et plus inclusive lors des renouvellements de licences (y compris informations sur le comportement des opérateurs, les conditions de travail sur les navires, la conformité AIS durant la précédente période, le soutage illégal, etc.)
- Utilisation améliorée des systèmes de veille maritime pour le contrôle des pêches, en particulier RMAC (*Regional Maritime Awareness Capability*) et Falcon Eye
- Mécanisme pour permettre aux administrations nigériennes d'être informée et d'appliquer les contrôles nécessaires sur les activités des navires opérant à l'étranger sous une autorisation de pêche lointaine (et pour des sanctions appropriées comme la radiation du registre)
- Système d'alerte en cas de détection d'infractions (par exemple lorsque la Marine détecte une cible radar sans AIS visible dans une zone interdite au chalutage)
- Système de retour pour informer le FDF des navires de pêche arrêtés par la Marine et des poursuites devant la Commission sur les crimes financiers et économiques (EFCC) – pour action mais aussi pour tenir un historique des infractions
- Mécanisme permettant de fournir aux agents des Douanes et des services de quarantaine présents aux postes frontières terrestres des informations sur les exigences de produits de la pêche (certificats de capture, etc.) et sur les mouvements de containers, et d'intégrer le Groupe de Travail actuel sur la contrebande de poisson



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Nigéria

### Considérations institutionnelles clés

- Abilité légale des administrations à signer le Protocole d'entente
- Reconnaissance du Protocole d'entente comme instrument légalement reconnu dans la loi nigérienne (identification des prérequis pour un document de ce type)
- Lois existantes et réglementations qui pourraient rendre le Protocole non effectif
- Questions liées à la protection de l'information et à la confidentialité
- Règles internes dans certaines administrations qui pourraient être en contradiction avec les dispositions du Protocole d'entente
- Abilité à utiliser l'information partagée au sein du groupe à des fins de poursuites
- Conflits avec des mandats existants





West Africa Task Force  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Togo



14-16 mai 2018



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Togo

### Thèmes et enjeux clés discutés

- Nouvelle loi des pêches et nouveau Code de la Marine Marchande entrés en vigueur – textes d'application en cours de préparation
- Intégration de l'AMREP dans les nouveaux textes de loi
- Systèmes de veille maritime utilisés par la Marine (radar + AIS via Sea Vision) et échanges de données avec le Ghana et le Bénin
- Inspections des reefers: procédure en place et besoins actuels (partage d'informations pré-inspection, certificats d'importation, partage des rapports d'inspection, etc.)
- Cas en cours, y compris YELE/HAI LUNG (inspection par le Togo et contact avec l'opérateur béninois) et PATRICK (incursions dans les ZEE voisines et dans la zone d'exclusion côtière de 6 nm), PANOFI MASTER (écarts de signal AIS)
- Navire de pêche étrangers prétendant être pavillonnés au Togo (nouvelle loi ne permet pas l'immatriculation de navires de pêche étrangers, tous les navires de pêche sont présumés radiés depuis 2010-2012)
- Etablissement et opérationnalisation de la Préfecture Maritime depuis 2014 (y compris patrouilles conjointes organisées chaque trimestre avec les Pêches, les Douanes, etc.)



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Togo

### Considérations opérationnelles clés

- Développement d'un Plan d'Action National sur la pêche INN par le GTN
- Développement d'un manuel d'inspection qui sera utilisé par les administrations membres concernées
- Planification de patrouilles conjointes, y compris pour l'exécution de contrôles inopinés, à travers la Préfecture Maritime
- Amélioration du partage des notifications d'arrivée des reefers afin de faciliter l'analyse pré-inspection
- Vérifications diligentes lors des procédures de pavillonnement
- Partage d'informations systématique au sujet des navires de pêche radiés
- Sensibilisation des administrations membres sur l'AMREP et ses implications pour de nouvelles procédures de filtration des navires et d'analyse des risques lors des demandes d'entrée au port
- Partage systématique des informations de licence et d'immatriculation des bateaux de pêche artisanale avec les administrations chargées des contrôles sur le terrain
- Partage des informations obtenues via le système de veille maritime utilisé par la Marine





# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Togo

### Considérations institutionnelles clés

- Coordonner la preparation de textes d'application de la nouvelle loi des pêches et du nouveau Code de la Marine Marchande
- Assurer la continuité du travail au sein du GTN en assurant la participation des representant actuels des admiistrations membres
- Faire usage des mécanismes existants à travers l'Action de l'Etat en Mer comme fondement de la cooperation inter-administratons
- Oeuvrer à la reconnaissance du GTN par le Haut Conseil pour la Mer



West Africa Task Force  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Bénin



17-18 mai 2018



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Bénin

### Thème et enjeux clés discutés

- Trafic des reefers (reefers en transit et en escale au port de Cotonou)
- Entraînement à l'arraisonnement en mer avec la Marine française
- Sensibilisation des importateurs de poisson congelé (réglementation en place, exigences, inspections)
- Cas en cours (PATRICK, PANOFI MASTER)
- Licences octroyées à de nouveaux navires battant pavillon national (flotte des TIAN YU construite localement, et SECONDI – anciennement nigérian puis ghanéen)
- Systèmes de veille maritime utilisés par la Marine: RMAC et SeaVision
- Vérifications diligentes au sujet de navires récemment arrivés à Cotonou
- Défis posés par le suivi de la flotte de pêche lointaine ghanéenne actives dans les eaux béninoises
- Rôle du CMMC (Centre Multinational Maritime de Coordination) Zone E de la CEDEAO
- Opérationnalisation en cours de la Préfecture Maritime





# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Bénin

### Considérations opérationnelles clés

- Participation du GTN au processus d'évaluation des risques maritimes mené par la Préfecture Maritime
- *Création d'une plateforme de communication au niveau national*
- Formation du personnel du CMMC à détecter les activités suspectes des navires de pêche et des reefers
- Développer des procédures pour le partage d'informations sur les reefers dans le cadre des analyses pré-inspection
- Demander aux Etats du pavillon des comptes-rendu de l'activité de leurs navires de pêche dans la ZEE béninoise afin de mieux comprendre leurs opérations
- Développer la coopération entre les autorités des pêches et l'autorité portuaire afin de faciliter le travail des inspecteurs des pêches dans l'enceinte portuaire
- Sensibiliser les officiers de police et les juges au sujet de la réglementation des pêches et des infractions liées



# RÉSULTATS DES ATELIERS

## Groupe de Travail National du Bénin

### Considérations institutionnelles clés

- Besoin de formuler un arrêté inter-ministériel afin de partager la responsabilité entre les administrations membres et de clarifier les relations avec la Préfecture Maritime
- Faire reconnaître les infractions à la réglementation des pêches comme étant criminelles et les intégrer au droit pénal
- Désigner des point focaux au sein de chaque administration en prenant en considération les représentants déjà désignés dans le cadre de la Préfecture Maritime
- *Utiliser le modèle de Protocole d'entente comme base pour développer un document qui décrira les relations fonctionnelles entre administrations*
- Faciliter la requête du CFCO auprès de la CEDAO pour inclure la surveillance des pêches aux tâches de surveillance du CMMC de la Zone E



## **PARTIE 2: PROPOSITIONS POUR LA SUITE**

Suggestions pour renforcer la coopération inter-administrations dans la Phase 2





# PROPOSITIONS POUR LA SUITE

pour accroître la coopération inter-administrations

## Sensibilisation et formalisation

- Les pays se trouvent à des stades différents du processus de formalisation, et il n'existe pas de solution unique
- ⇒ **Revoir les textes en cours de préparation et contribuer à leur validation si besoin et sur requête**
- Les nouveaux accords devront être portés au niveau politique pour pouvoir bénéficier d'un réel soutien
- ⇒ **L'engagement des décideurs politiques est un domaine de soutien potentiel, en particulier via des actions de sensibilisation**



# PROPOSITIONS POUR LA SUITE

pour accroître la coopération inter-administrations

## Communications et SOPs

- Besoin manifeste d'accroître le partage d'informations sur les cas et les enjeux locaux, mais aussi sur les cas régionaux traités par le GTAO
- ⇒ **Soutien à la mise sur pied de plateformes de communication au niveau national**
- Les considérations opérationnelles identifiées pendant les réunions des GTN ainsi que les activités et opérations clés nécessitant de partager davantage d'informations doivent être reflétées dans les routines de travail
- ⇒ **Préparation de *Standard Operating Procedures (SOP)* pour des activités/opérations sélectionnées en fonction des priorités**



# PROPOSITIONS POUR LA SUITE

pour accroître la coopération inter-administrations

## Opérationnalisation à travers des actions concrètes

- Nécessité de prioriser les activités SCS de routine et les opérations de contrôle sur base de plans d'action existant et des problèmes opérationnels identifiés durant les réunions des GTN
- ⇒ **Assister à la préparation d'un plan de travail annuel pour le GTN (ou autre structure déjà en place)**
- La coopération inter-administrations peut être encouragée à travers des actions concrètes et en concentrant les efforts autour de problématiques spécifiques qui requièrent une attention urgente
- ⇒ **"Projets pilotes" qui serviraient de tests en situation réelle pour la collaboration en utilisant les routines de communication et les procédures établies**





**MERCI**



**West Africa Task Force**  
Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest

Ensemble pour  
la lutte contre  
la pêche illégale

Working together  
to stop  
illegal fishing

